

Si la tendance se maintient

Par Nelson Michaud, 148e cours
Professeur agrégé
École nationale d'administration publique

Félix Leclerc avait beau chanter la mémoire fugace des politiciens, nous n'y échappons pas : la fin de terme d'un gouvernement amène toutes sortes de rumeurs, d'anticipations, d'expectatives. Et pourtant... La « sagesse » populaire ne nous dit-elle pas qu'« ils sont tous pareils »? Comme on le voit, entre le cliché et le sentiment d'aller voir ce qui s'y passe parce qu'après tout, ça nous regarde, nous sommes déchirés!

En fait, la véritable sagesse est davantage celle qui nous attire à exercer une saine curiosité et à combattre le danger que pose la méconnaissance de nos institutions. Trop souvent, nous prenons nos institutions pour acquises. Nous leur voyons mille défauts et nous nous empressons de vouloir les changer. Songeons-nous alors, ne serait-ce qu'un seul instant, que nos institutions politico-administratives sont le fruit d'une lente maturation, d'un gradualisme amorcé au Moyen-Âge? Bien de l'eau a coulé dans le Runnymede depuis que le roi y a conclu un pacte avec ses barons féodaux afin de nous lancer sur la grande aventure de la démocratie. Le parlementarisme a triomphé de l'absolutisme du roi Jacques qui, avant d'être décapité, lance un « Souvenez-vous! » auquel nous répondons aujourd'hui, au Québec, par notre devise. Malgré les pressions, y compris militaires, et les saccages des royalistes, nous nous sommes dotés



Photo: Centre d'archives de la Côte-du-Sud et du Collège de Sainte-Anne

En tournée avec le premier ministre du Canada, Louis St-Laurent, Eugène Marquis s'adresse à la foule devant le Collège de Sainte-Anne

du gouvernement responsable, une institution que l'on confond trop souvent, démagogie oblige, avec la responsabilité ou l'irresponsabilité du gouvernement mesurées à l'aune de la popularité d'une initiative évidemment décriée par ses adversaires.

Savons-nous que le rôle de l'Opposition n'est ni de « s'opposer pour s'opposer » ni de faire la chasse aux sorcières au grand plaisir des médias, mais

bien de s'assurer que le gouvernement agit pour le bien de tous et qu'il a pris en considération les points de vue de la minorité avant que la règle de la majorité s'exerce? Savons-nous que les caucus sont les véritables forums de discussion où l'authentique expression de la population est formulée et prise en compte pour modeler la « politique du parti »? Et que les votes en Chambre, en apparence

plus libres, sont, aux États-Unis, beaucoup plus l'expression de groupes de pressions et de lobbies que ce n'est le cas chez nous où la « ligne de parti », pourtant décriée, constitue un solide rempart contre le contrôle des parlementaires par des représentants de minorités aux intérêts aussi restreints qu'égoïstes?

Le Collège nous a donné sa bonne part de politiciens dont certains ont marqué l'histoire. La région même du Kamouraska se distingue dans l'histoire, le comté étant le seul à ne pas élire de député lors de la première élection générale fédérale du nouveau pays en 1867... pour cause d'émeutes la journée du vote! Pourquoi le Collège ne deviendrait-il pas le creuset où l'on pourrait expérimenter un cours de formation aux institutions civiques et dont l'ensemble du Québec pourrait un jour bénéficier? Le Collège n'a jamais eu peur d'innover. À l'heure où l'on discute la possibilité de donner le droit de vote aux personnes de 16 ans, ne serait-il pas souhaitable que cette cohorte d'électeurs et d'électrices – qui finira bien par aller aux urnes, même s'ils doivent attendre deux ans de plus! – sache de quoi il en retourne?

Le plus grand danger de nos démocraties ne vient pas tant de la mondialisation ou des firmes transnationales, mais il dort chez nous, au coin du feu de nos institutions; il a pour nom « Indifférence » et il se nourrit d'un mets que l'on nomme méconnaissance. On le connaît et on sait comment le combattre en l'affamant : qu'attendons-nous pour agir? « Si la tendance se maintient », nous pourrions regretter de ne l'avoir pas fait.



Sir Charles Fitzpatrick, Lieutenant-gouverneur du Québec, président du Comité de « l'Aide à Sainte-Anne » après l'incendie de 1920.